

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Alarme-nucleaire>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Alarme nucléaire**

4 mars 2004

Alarme nucléaire

Thierry Brun

Les coupes budgétaires d'EDF affectent la maintenance des centrales.

La privatisation annoncée d'Électricité de France est présentée par le gouvernement comme allant de soi. L'année dernière, le ministre de l'

Économie lui-même indiquait aux dirigeants d'EDF les conditions de l'

ouverture au marché du service public de l'énergie. De nombreux nuages se sont amoncelés sur sa préparation, organisée par un bureau de l'entreprise baptisé « Task force ».

Déjà, en 2001, un rapport interne de la direction financière montre « une systématisation des restrictions budgétaires affectant en particulier la maintenance et les embauches dans les centrales nucléaires », a révélé le réseau Sortir du nucléaire, qui a rendu ce document public. La sûreté des centrales nucléaires françaises serait mise en cause par ces restrictions.

Contrairement aux discours rassurants des dirigeants d'EDF, les choix retenus sont des plus inquiétants : le document préconise une économie à réaliser par la division de production nucléaire (DPN) en 2002 de l'ordre de 200 millions d'euros. La moitié, soit 7,2 % du montant total des achats, concerne les dépenses de logistique et frais généraux et de maintenance. Ces décisions budgétaires ont suscité un courrier de l'Autorité de sûreté nucléaire en 2002, lequel est resté sans réponse. En février 2003, cet organisme d'État a réitéré ses demandes d'information, notant que « les performances économiques » engagées « sont susceptibles d'avoir un impact sur la sûreté et la radioprotection ». Depuis, rien n'a changé, si ce n'est qu'en octobre 2003, par un tour de passe-passe mémorable, EDF a fait passer unilatéralement de 30 à 40 ans la durée de vie des centrales nucléaires.

La situation s'aggravant, des syndicats plutôt pronucléaires sont montés au créneau. Lors du dernier congrès de la CGT-énergie, Jean-Pierre Bernasconi, secrétaire général du syndicat CGT de la centrale du Bugey (Isère), a lancé un avertissement : « On va vers un AZF nucléaire. » Les faits semblent lui donner raison. Il y a quelques semaines, une douzaine de salariés de la centrale nucléaire de Fessenheim ont été contaminés, et de nombreux incidents ont été relevés depuis le début de l'année à la centrale de Cattenom (Moselle). « La maintenance des centrales est confiée à un personnel temporaire dont les nombreux déplacements et les contrats précaires sont autant d'obstacles à la

protection de la santé », soulignent Geneviève Barbier et Armand Farrachi dans leur récent livre (1), qui rappellent qu'EDF a délégué les travaux les plus dangereux à des entreprises sous-traitantes.

Avant que « l'irréparable ne se produise », le réseau Sortir du nucléaire a demandé la mise en place d'une commission d'enquête indépendante pour évaluer la « dégradation » de la sûreté des centrales et un plan de sortie du nucléaire.

(1) La Société cancérigène, éditions de La Martinière, Geneviève Barbier et Armand Farrachi, 185 p., 15 euros. Les auteurs citent une étude d'Annie Thébaud-Mony, directrice de recherche à l'Inserm, intitulée l'Industrie nucléaire, sous-traitance et servitude, publiée en 2000.